

Guadeloupe, bilan d'un conflit

Début 2009, Guadeloupe a vécu un conflit social de grande ampleur, conduit par un collectif très large, le LKP. Après quarante-quatre jours de grève et de mobilisation contre la profitation, un accord a été signé. Plus de deux ans après, le compte n'y est pas, une partie des engagements n'ayant pas été respectés.

Roger Valy-Plaisant

La Guadeloupe a connu, de janvier à mars 2009, un conflit social inédit, sans précédent, dont l'ampleur a surpris même ses initiateurs. L'Etat et ses services, les collectivités locales et des institutions consulaires comme la chambre de commerce et d'industrie de Guadeloupe, ainsi que le patronat local, étaient interpellés et devaient apporter des réponses aux questions soulevées et présentées dans un cahier de revendications, comportant plus de 165 points regroupés en dix thèmes.

Ces revendications, rendues publiques le 20 janvier 2009 et largement distribuées à la population, étaient signées par 47 organisations œuvrant sur le plan syndical, politique, culturel et associatif. Ces organisations et associations luttèrent depuis des années en vain contre la profitation. Elles indiquaient avec ce texte leur détermination à œuvrer ensemble pour faire respecter leurs droits et changer la vie. Elles se définissaient comme un *Liyannaj Kont Pwofitasyon* (LKP). Le coup d'envoi de la contestation était donné et le pays allait être bouleversé durant quarante-quatre jours.

A l'issue de ces quarante-quatre jours, riches en événements (barrages, affrontements avec les forces de l'ordre, mort du

syndicaliste Bino) et en péripéties (ruptures des négociations, tentatives de discréditer le mouvement), un accord a été signé le 4 mars 2009. L'ensemble des questions a été abordé sans trouver de solution pérenne. Des engagements étaient pris par l'Etat, la Région, le Département, pour ce qui concernait leurs compétences respectives. Il était prévu un comité de suivi pour faire le point sur ces engagements et poursuivre les négociations sur les points restant en litige.

L'Etat réduit la hausse... des bas salaires

Qu'en est-il aujourd'hui ? La population a-t-elle été récompensée de ses sacrifices ? Quand on parle de bilan, on a envie de joindre des chiffres, de donner des statistiques, et on passe parfois sous silence ce qui explique ces chiffres et ces statistiques. L'accord signé par les différents partenaires le 4 mars 2009 ne prenait en compte que 20 points sur les 165 avancés par le LKP !

L'augmentation des bas salaires, pourtant actée, allait faire l'objet de manipulation de la part de l'Etat. Il va choisir de verser sa participation tous les trois mois et d'imputer directement la CSG et le CRDS sur les 100 €. Il va, par arrêté en date du 3 avril 2009, supprimer l'obligation pour l'em-

ployeur de prendre en charge la totalité des 200 €, après l'arrêt de la participation de l'Etat (36 mois) et des collectivités (12 mois)⁽¹⁾.

Il était prévu des négociations pour diminuer les prix des produits de première nécessité. Un bureau d'études ouvrières devait être créé pour suppléer les défaillances des services de l'Etat dans le contrôle des prix au détail. Ce bureau n'a vu le jour que récemment (en mai 2011), sans moyens matériels et financiers pour fonctionner (les 100 000 € prévus dans l'accord n'étant toujours pas versés deux ans après). Cependant, au bout d'un mois d'activité, en s'appuyant sur des bénévoles, il a pu constater une flambée des prix des produits de première nécessité sur lesquels le LKP s'était mis d'accord avec la grande distribution, suite au conflit.

En ce qui concerne le prix de l'essence, il était aussi prévu un comité de suivi pour la mise en place d'un nouveau dispositif de gestion des produits pétroliers afin d'assurer une plus grande transparence de la structure des prix de ces produits, d'étudier la possibilité d'un service public de distribution et d'approvisionnement en carburant. Cela n'a pas eu lieu. L'Etat décide seul de la nouvelle fixation des prix qui varient à chaque fin de mois à la

(1) Voir le site du LKP : <http://lkp-gwa.org>.

hausse ou à la baisse, sans aucune transparence sur les raisons et de l'une et de l'autre. Au point que le président de Région s'interroge sur les réelles motivations du pouvoir (*France-Antilles* du 3 août 2011). De fait, après la baisse de la fin de conflit, le prix de l'essence n'a fait que croître pour atteindre le niveau d'avant novembre 2008. Ici, comme en France, Total semble maître du jeu.

Beaucoup de promesses, peu de concertation

Sur l'essentiel des points actés dans l'accord Bino, le LKP dénonce le non-respect global de l'accord, la non-prise en compte des autres points à discuter, qui n'ont fait l'objet d'aucune concertation depuis mars 2009 (voir entretien avec Elie Domota, dans *France-Antilles* du 5 mars 2010). Les discriminations à l'embauche continuent. La question des mutuelles n'est toujours pas réglée. Pour rappel, 65 millions d'euros appartenant aux mutualistes guadeloupéens ont disparu au profit de grandes mutuelles françaises, sans aucune possibilité de recours. Le plan d'urgence pour la formation des jeunes est toujours en panne. Il faut continuer de se battre pour éviter les expulsions pour loyers impayés. Les opérateurs doivent encore rembourser des locataires pour trop-perçu de loyer. De l'argent devait être débloqué pour permettre aux personnes âgées ou handicapées de faire l'acquisition de matériels spécifiques. Toujours rien après deux ans. Les jeunes en emploi précaire n'ont toujours aucun espoir de titularisation, malgré les promesses faites. Il était prévu la création d'une agence de l'eau, dès janvier 2010, afin d'en définir un prix unique. Dans ce domaine aussi, rien n'a été fait depuis deux ans. Et il en est ainsi pour de nombreux domaines qu'il serait trop long d'énumérer ici.

Si l'on ne s'arrêtait qu'aux considérations matérielles, on pourrait

Pour appliquer sa politique de casse, l'Etat a besoin de museler la contestation, représentée par le LKP. Mais il ne règle aucun des problèmes de fond qui secouent la société guadeloupéenne.

(2) Projet de construction d'un immense complexe touristique comprenant une piste automobile à Anse-Bertrand.

(3) Voir le livre de Yves Jégo, *15 mois et 5 jours entre faux gentils et vrais méchants*, Grasset, 2009.

croire que la lutte des travailleurs en 2009 n'a pas été récompensée, qu'il n'y a pas eu d'avancées. Ce serait faux. Car, sur le plan culturel, des avancées significatives ont été constatées. Il y a eu, au cours de ce mouvement et par la suite, une multitude de créations sur tous les plans artistiques (chants, peinture, littérature...). Le sentiment de faire corps, d'appartenir à un ensemble, s'est développé et s'est traduit par de nombreuses manifestations de solidarité, d'entraide et de partage dans divers domaines. Des Guadeloupéens de tous bords et de toutes origines se sont retrouvés unis contre la profitation. Le sentiment identitaire s'est cristallisé autour d'un certain nombre d'actes symboliques (reconnaissance d'artistes, commémorations historiques...).

Sur le plan matériel aussi, la décision de revenir sur un certain nombre de projets comme celui du Vigie Gate⁽²⁾ a été suivi d'effets. Il a fallu cependant la mobilisation des jeunes agriculteurs pour garantir que les terres agricoles du nord de Grande-Terre ne seraient pas utilisées pour faire un circuit automobile. De même la construction du deuxième abattoir dans la région de Basse-Terre est en cours, et il sera livré début septembre 2011. Les avancées sont timides au regard de l'ampleur des questions soulevées et de l'urgence à les régler. Et chaque fois que le LKP souligne le non-respect du protocole, de son esprit surtout, et la nécessité de poursuivre les négociations sur les autres points, c'est une fin de non-recevoir qu'il reçoit de la part de l'Etat et des collectivités. En fait l'attitude de l'Etat et des collectivités est de solliciter les différents syndicats, membres du LKP, pris individuellement, et non pas le LKP qui n'est pas constitué, comme ils le savent très bien, que de syndicats. La dimension sociétale du LKP semble leur poser problème et, de manière concertée, ces ins-

tances ont décidé d'entamer à leur manière l'autorité du LKP. Or, le LKP reste uni et forme un ensemble cohérent et déterminé face à l'Etat et aux collectivités. Il conserve, en outre, la sympathie de la population.

Une politique de division aventureuse

Cette stratégie sera-t-elle payante? Miser sur la disparition ou le discrédit d'une structure décidée par l'ensemble des forces vives du pays, est-elle souhaitable, dans une démocratie qui fonctionne? N'est-ce pas admettre que la démocratie est en panne et que les instances dirigeantes actuelles sont impuissantes à prendre en compte l'immensité des problèmes que la situation de crise actuelle en Guadeloupe soulève? L'avenir le dira. En tout cas, l'attitude de l'Etat et des collectivités semble directement inspirée de celle du président de la République.

Lors de sa visite en Guadeloupe en janvier 2011, pour présenter ses vœux à l'outre-mer, Nicolas Sarkozy n'a pas eu un mot pour saluer l'attitude responsable de ceux qui ont conduit les journées de revendication, dans le calme, sans trop de débordements, voire dans une certaine bonne humeur. Aucun appel au dialogue constructif. Aucune annonce capable d'apaiser la tension. Lui qui ne s'était intéressé aux événements de 2009 qu'au bout d'un mois pour annoncer des mesures qui n'étaient pas demandées (Etats généraux de l'outre-mer), et instituer une Année de l'outre-mer dont personne ne voulait, il a répondu aux sollicitations des profiteurs et de ceux qui préconisaient la matraque à la place de la négociation⁽³⁾. Il a affirmé sa volonté de combattre toute velléité d'indépendance et de changement statutaire, feignant de croire que cela ne dépendrait que de sa seule volonté. Le fait qu'il fut applaudi par les politiciens de tous bords montre bien que



© PHOTO THÉÂTRE ROUGE - FRANCK HOULGATTE

leur préoccupation commune était uniquement politique et ne tenait pas compte des souffrances endurées par la population qui, à aucun moment, n'avait émis l'idée d'une séparation d'avec la France au cours de ces quarante quatre jours, même au plus fort de la tension sociale.

Des petites et moyennes entreprises guadeloupéennes déposent le bilan et ferment. La jeunesse est toujours désemparée. L'école est en panne. La profitation a repris de plus belle, un peu partout. Toutes les promesses de baisse de prix (eau, produits financiers, logement...) sont

remises en cause. Certaines l'ont été rapidement. Le loyer a été gelé quelque temps, mais les bailleurs ont repris les hausses. Les prix des produits de première nécessité ont été augmentés. Quinze mille personnes ne touchent toujours pas, deux ans après, les 50€ de prime prévus dans l'accord Bino. Le comité de suivi de l'accord qui devait comprendre quatre membres du LKP, quatre pour l'Etat et quatre pour les collectivités, ne s'est jamais réellement tenu, car dès la première rencontre pour sa mise en place, il s'est avéré être une instance d'approbation des décisions de l'Etat.

La culture de la peur n'empêche pas la multiplication des grèves (communes, cliniques, hôpitaux, supermarchés...), ni les réactions de parents d'élèves contre les fermetures de classe et l'existence d'une réelle volonté de lutter.

Toute la société semble bloquée, sans perspective. Les mesures de restriction appliquées par le gouvernement au niveau national créent encore plus de difficultés pour les plus démunis ici et empêchent la réalisation de projets déjà adoptés et en partie financés. Le retrait des financements de l'Etat va retarder la construction du nouveau CHU, qui ne répond plus aux normes sismiques. De même pour les établissements scolaires dont la sécurité laisse à désirer. En moins d'un an, le chômage a augmenté de plus de 5% : 62 000 inscrits à Pôle emploi en juin 2011, dont plus de la moitié sont des jeunes. Les conditions matérielles d'une reprise de la flambée sociale sont réunies.

La volonté de lutter persiste

Pour appliquer sa politique de casse, l'Etat a besoin de museler la contestation, représentée par le LKP. Mais il ne règle aucun des problèmes de fond qui secouent la société guadeloupéenne, comme le chômage, le développement économique, l'échec scolaire... Désormais, l'Etat et les profiteurs s'évertuent à diviser le mouvement et à le discréditer aux yeux de la population : nombreux procès de syndicalistes, utilisation de journalistes ou de spécialistes de toutes sortes pour prétendre que si les choses vont mal, c'est la faute du LKP. La mise en avant systématique des questions statutaires qui ont toujours divisé, pour créer la peur, au lieu des questions de droit à appliquer et de règles à respecter, semble être la principale préoccupation du pouvoir. Cette culture de la peur n'empêche pas la multiplication des grèves (communes, cliniques, hôpitaux, supermarchés...), ni les réactions de parents d'élèves contre les fermetures de classe et l'existence d'une réelle volonté de lutter. Mais dans quel but ? La question est posée. Au peuple guadeloupéen d'y répondre. ●